

*Accords de Bretton Woods—Loi*

monétaire international et la Banque mondiale sont censés respecter.

Oui, monsieur le Président, le Canada avait le vote décisif. Sans le Canada, les États-Unis ne disposaient en effet que de 48 p. 100 des voix. Grâce aux 4 voix du Canada, ils ont porté leur total à 52 p. 100 des voix, de sorte que l'Afrique du Sud a reçu l'argent avec lequel elle assassine les habitants de sa voisine la Namibie. C'est ainsi que le Canada refuse de se compromettre en ce qui concerne la politique intérieure des pays. Nous prêtons tout simplement à ceux qui répondent à certains critères économiques mesquins. Nous ne nous embarrassons pas de vérifier si leur conduite ne va pas à l'encontre des objectifs que le prêt est censé favoriser.

En d'autres circonstances, cependant, le Canada adopte la position contraire. Avec votre permission, monsieur le Président, j'aimerais me reporter aux propos que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a tenus récemment à Bangkok, plus précisément le 27 juin dernier. Il a dit notamment ce qui suit:

... Je puis vous assurer que le Canada va continuer d'appuyer les efforts que l'APASE déploie pour s'opposer aux tentatives du Vietnam de discréditer le gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique...

Puis il a ajouté:

Par ailleurs, le Canada refusera d'entériner, que ce soit dans le cadre de programmes bilatéraux ou à l'intérieur d'institutions multilatérales, tout projet visant à fournir une aide économique au Vietnam et qu'Hanoi pourrait interpréter comme un encouragement à continuer son occupation militaire du Cambodge.

Un organisme multilatéral songe-t-il à prêter de l'argent au Vietnam, monsieur le Président, tout de suite le secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'empresse d'introduire dans le débat la notion de politique. Le pays en question est-il en guerre avec l'un ou l'autre de ses voisins? S'il l'est, il ne faut pas lui prêter. Pourtant, peu auparavant, alors que l'Afrique du Sud est bel et bien en guerre avec l'un de ses voisins, notre gouvernement trouvait qu'il fallait lui prêter. Le Canada fait preuve en l'occurrence du favoritisme politique le plus bas, car il aime bien faire des affaires avec l'Afrique du Sud et lui envie sa politique ségrégationniste tout en la condamnant à mots couverts. Il se contente le plus souvent d'exhorter ce pays à faire preuve de plus de gentillesse à l'égard de tous ces pauvres diables de noirs. Ce qu'il aime, ce sont les relations commerciales avantageuses qu'il entretient avec l'Afrique du Sud et les profits que ses banques y réalisent, en grande partie avec l'aide du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Par conséquent, le Canada accepte de fermer les yeux sur la guerre continuelle que l'Afrique du Sud livre à la Namibie. Parce qu'il n'aime guère le Vietnam, il prend tout à coup son air collet monté et déclare sur un ton sentencieux qu'il n'y a pas lieu de prêter de l'argent au Vietnam, «car celui-ci pourrait bien l'utiliser pour acheter des armes dont il se servirait contre le Kampuchea». C'est manquer d'esprit de suite.

Si dans ces propos du ministre on substitue «Afrique du Sud» à «Vietnam», on n'a nul besoin de chercher ailleurs de raison de ne pas prêter à l'Afrique du Sud. Le ministre se souvient sûrement de ce qu'il a dit. Ce qu'il faudrait savoir, c'est s'il entend dorénavant faire preuve d'esprit de suite dans un sens ou dans l'autre. Voilà une question très importante, monsieur le Président, compte tenu du fait que le Canada tient depuis de nombreuses années des propos condamnant la politique ségrégationniste de ce pays.

Je pourrais fournir maints autres exemples, et je me contenterai de deux. Ils ne portent pas tellement sur les énoncés de politique du Canada que sur des façons de faire typiques de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international que le gouvernement nous demande de financer avec l'argent des contribuables canadiens.

• (1230)

La Banque mondiale fait des affaires aux Philippines depuis une bonne douzaine d'années et le FMI a pour mission de l'aider à relever l'économie de ce pays. Il l'aide plutôt à appauvrir encore davantage la grande majorité des Philippines. Dans un rapport administratif adressé à la Banque mondiale, on a rappelé que si le salaire réel des Philippines était tombé de 50 p. 100 de 1971 à 1981, une période de dix ans au cours de laquelle le pays a vécu sous la loi martiale, c'était parce que la Banque mondiale et le FMI avaient forcé le gouvernement Marcos à dévaluer le peso. Autrement dit, le but officiel de la Banque mondiale qui était de relever le niveau de vie de la population, de soutenir l'emploi et d'accroître le revenu réel des habitants, a avorté à cause de la Banque mondiale elle-même et du FMI. Les exemples de ce genre abondent aux Philippines, mais je voudrais maintenant parler du Nicaragua.

**M. Nickerson:** Faites donc!

**M. Heap:** C'est ce que je vais faire, monsieur le Président. On a proposé d'envoyer un peu plus de gens au Nicaragua. Je crois que les Nicaraguayens auraient besoin d'eux pour se protéger contre l'armée américaine et ses complices qui aimeraient s'enrichir en les tuant.

**Des voix:** Règlement.

**M. Heap:** Les États-Unis ont utilisé les tactiques les plus abjectes pour abattre le gouvernement du Nicaragua. Dans une déclaration qui est parue dernièrement dans le *Washington Post*, on a rappelé que le gouvernement américain empêcherait la Banque mondiale de prêter de l'argent au Nicaragua par l'entremise de la Banque interaméricaine de développement tant que le gouvernement sandiniste ne modifierait pas du tout ou tout sa politique économique intérieure.

**M. Friesen:** En organisant des élections.

**M. Heap:** Nous venons d'entendre le député nous dire que le Canada ne s'ingérait pas dans la politique intérieure des autres pays. Le Canada prête bien de l'argent au président Marcos qu'il organise ou non des élections qui ne voudraient pas dire grand-chose de toute façon. Ne s'est-il pas déclaré lui-même président non élu pour une période de dix ans, ce qui n'empêche pas le Canada de garantir des prêts à ce pays par l'entremise du FMI. Or, voilà maintenant que les États-Unis bloquent les prêts au Nicaragua à cause de sa politique intérieure. A quelle enseigne le Canada loge-t-il alors? Faisons-nous cause commune avec les États-Unis en avalisant leur politique hypocrite?

**M. Shields:** Non, en avalisant la politique hypocrite des Soviétiques.

**M. Heap:** Les États-Unis ont utilisé le FMI pour forcer le Mexique à suspendre ses livraisons pétrolières au Nicaragua. Le Mexique a résisté à pareilles pressions de la part de son voisin et c'est tout à son honneur. J'aimerais que le Canada, qui est loin d'être en aussi mauvaise posture que le Mexique, fasse preuve d'autant de courage.